

Tandis que Paris est mis en cause dans l'attentat contre le président Habyarimana

Le projet d'intervention française au Rwanda se heurte à des obstacles diplomatiques

Paris a démenti les informations du quotidien bruxellois « le Soir » qui, dans son édition du vendredi 17 juin, affirme que l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana a été abattu le 6 avril par deux militaires français. L'attentat avait déclenché les massacres qui ont ensanglanté le pays. Tandis que le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a réagi favorablement à la proposition française d'envoyer des troupes au Rwanda, le Front patriotique rwandais (FPR) s'y oppose, affirmant que « la France ne peut arrêter le génocide qu'elle a aidé à mettre en action ». La France n'a pas encore obtenu le soutien des autres membres du Conseil de sécurité. Sur le terrain, les observateurs de l'ONU ne parviennent pas à empêcher le ravitaillement en armes du FPR à partir de l'Ouganda.



Lire pages 3 et 4